

**Norbert Frei, 1945 und wir. Das Dritte Reich im Bewusstsein der Deutschen, München (C. H. Beck) 2005, 224 p., ISBN 3-406-52954-2, EUR 19,90.**

rezensiert von/compte rendu rédigé par  
**Michel Fabréguet, Paris**

Les neuf articles contenus dans le présent volume complètent et prolongent un premier ouvrage que Norbert Frei avait publié en 1996 sur la *politique du passé* de la jeune RFA au début des années 1950 à l'égard du national-socialisme. Une décennie après cette première publication, Norbert Frei peut constater que pour la très grande majorité de ses contemporains l'époque de Hitler ne relève plus d'un passé vécu et de la mémoire mais de l'histoire. Or, en Allemagne, l'histoire contemporaine se définit comme l'histoire dont les témoins sont encore vivants. D'où ce constat inéluctable: l'époque du Troisième Reich s'efface de notre contemporanéité, tout en demeurant plus que jamais présente sur la scène médiatique et mémorielle.

Les neuf articles de ce recueil constituent donc une enquête sur la relation des Allemands avec le passé nazi ou plus exactement ils esquissent le programme d'une véritable histoire de la mémoire, dont l'auteur fait remonter l'origine à la Seconde Guerre mondiale puis aux premières années de l'après-guerre. Cette histoire de la mémoire reste tributaire d'un phénomène générationnel que l'historien définit avec précision. La première génération, celle des »élites de fonction nazies«, est née autour de 1905: après avoir accédé à des postes de responsabilité sous le Troisième Reich, elle a pu être réintégrée dans la démocratie de Bonn grâce à la politique du passé, ce qui ne l'a pas empêché de rejeter la notion de culpabilité et de condamner la politique de dénazification imposée par les Alliés, dans laquelle elle ne vit qu'une »justice des vainqueurs«. La génération suivante, née autour de 1925, constitue la »génération sceptique« des anciens auxiliaires de la DCA et des soldats du front qui, à la différence de ses aînés, eut le courage, à partir de la fin des années 1950, de tenir un discours éclairé contre la propension à l'apologie nationale. La troisième génération, celle des enfants de la guerre et de l'après-guerre, née autour de 1945, fut celle des »soixante-huitards« qui s'opposa frontalement à ses aînés. Quant aux personnes nées autour de 1965 et de 1985, elles constituent deux autres générations dont la confrontation avec le passé nazi ne relève plus désormais que d'une pratique exclusivement culturelle.

L'identification de ces différents acteurs générationnels permet ensuite à Norbert Frei de délimiter chronologiquement quatre périodes distinctes dans l'histoire de la relation au passé nazi. La première phase, dans l'immédiate après-guerre jusqu'en 1949, fut celle de la dénazification par la purification politico-juridique, dénazification contrainte imposée par les Alliés aux Allemands qui ne la souhaitaient pas vraiment. La deuxième phase fut donc celle de la politique du passé, impulsée par le chancelier Adenauer dans la RFA du début des années 1950. Elle se caractérisa par une délimitation normative avec le national-socialisme, définie juridiquement par la loi fondamentale, et par une politique de

réconciliation avec l'État d'Israël. Mais la contrepartie fut constituée par une politique de large amnistie, qui nourrit le ressentiment des Allemands contre la justice des vainqueurs et entretint aussi le mythe d'une Wehrmacht demeurée »propre«. L'objectif, jamais atteint, de cette politique visait en fait à tirer un trait définitif sur le passé national-socialiste. Mais à partir du début des années 1960, sur fonds de conflit générationnel de plus en plus aigu, émergea la phase dite de la »maîtrise du passé« qui devait s'étendre sur deux décennies. Elle fut activée par une série de scandales qui témoignaient des continuités personnelles et institutionnelles entre le Troisième Reich et la République fédérale de Bonn, attisés par le feu des critiques en provenance de Berlin-Est. Le procès Auschwitz de Francfort, en 1963, en constitua en quelque sorte l'acte de naissance. Des intellectuels et des artistes, des publicistes libéraux, des chercheurs en histoire contemporaine, d'essence très démocratique en réaction contre la tradition de l'historicisme, des réseaux d'hommes politiques et de juristes furent les protagonistes de ce tournant social décisif, qui se construisit comme un contreprojet au refoulement par l'exigence du »devoir de mémoire«. Enfin la conférence du Reichstag, à Berlin-Ouest en 1983, pour le cinquantième anniversaire de la prise du pouvoir, marqua symboliquement le début de la quatrième phase dite de la »préservation du passé«. Celle-ci se caractérisa tout à la fois par une intensification de la production scientifique et par un recentrage de l'intérêt autour des crimes du régime national-socialiste, d'Auschwitz et du génocide des juifs d'Europe. Mais la perspective de la disparition des derniers témoins, à partir de 1995, reposa la question de savoir quelle mémoire de ce passé devait être préservée. Elle a alors suscité des évolutions très inattendues en particulier dans la génération des soixante-huitards qui, après avoir voulu briser la loi du silence dans l'Allemagne adenauerienne, est apparue soudain disposée à un jugement plus clément, soucieuse de se réconcilier tant qu'il en était encore temps avec ses vieux parents et désireuse de ce fait de porter attention aux derniers témoins et à la parole des générations de la guerre. Il en a donc récemment résulté un transfert de l'empathie et un changement de perspective assez radical: des victimes des Allemands on est passé aux Allemands comme victimes, rendant ainsi lisible et audible l'ouvrage de Jörg Friedrich »Der Brand«, les lettres des soldats de Stalingrad sinon la parole assourdie, humiliée et anonyme des Allemandes violées à la fin de la guerre.

À partir des méandres de l'histoire de la mémoire du Troisième Reich qu'il dévoile avec beaucoup de finesse et de subtilité, Norbert Frei nous propose donc successivement une analyse des inconvénients et des avantages liés à la disparition des derniers témoins de l'époque nazie, des relations complémentaires et fructueuses de l'histoire et du droit, du tournant du 30 janvier 1933 dans l'historiographie, du mythe de Stalingrad qui fut moins le tournant de la guerre que le tournant dans la représentation de la guerre chez les Allemands, de la notion de »communauté populaire« à laquelle il restitue une réalité sous le Troisième Reich, de l'affrontement de mémoire autour du 20 juillet 1944 dans la RFA des années 1950, de la thèse de la faute collective ou encore de la représentation d'Auschwitz dont le spécialiste comme l'honnête homme ne pourront que retirer le meilleur profit.